

J°016. L'ARMÉNIE, UNE HISTOIRE COMPLEXE ET DRAMATIQUE, UN TERRITOIRE PEAU DE CHAGRIN



J°016 L'ARMÉNIE, UNE HISTOIRE COMPLEXE ET DRAMATIQUE, UN TERRITOIRE PEAU DE CHAGRIN

Note liminaire : Cet article a bénéficié des contributions de plusieurs membres de la diaspora arménienne en France et de celle de Montpellier dont on trouvera en dernières pages mention plus détaillée. Qu'ils soient tous chaleureusement remerciés de leurs témoignages sur les malheurs vécus par l'Arménie et son peuple, notamment depuis la fin du 19^e siècle et jusqu'à ce premier quart du 21^e. Peu de peuples ont subi ce que celui-ci a subi. Notre ICEO a, depuis sa création, développé de nombreux partenariats en divers pays d'Europe centrale et de l'Est, parfois plusieurs fois simultanément ou successivement dans certains pays. Il n'en a jamais eu en Arménie, faute d'opportunités offertes ou faute d'avoir essayé de les créer. Cet article vise donc, aussi, à réparer cette lacune. (JMR)

AVERTISSEMENT ICEO - Il est très difficile, voire impossible de définir précisément la **ligne éditoriale** d'un site web en peu de mots. Pour essayer de relever ce défi, quatre citations qui devraient pouvoir éclairer nos lecteurs.

Albert EINSTEIN, 1879 -1955 : « *Si le monde est dangereux à vivre, ce n'est pas à cause de ceux qui font le mal, mais cela est à cause de ceux qui regardent et laissent faire.* »

Albert CAMUS, 1957 : « *Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse.* »

George ORWELL, publié en 1968: « *La plupart d'entre nous persistent à croire que tous les choix, et même les choix politiques, se font entre le bien et le mal, et que du moment qu'une chose est nécessaire, elle doit aussi être bonne. Il nous faudrait, je pense, dépouiller cette croyance qui relève du jardin d'enfants. En politique, on ne peut jamais opter que pour un moindre mal.* »

François FURET, 1990 : « *Il n'y a pas de fatalité à ce que les citoyens modernes n'aient à choisir qu'entre vaquer à leurs affaires et militer pour des idées folles.* »



Nous veillons à éviter les fautes d'orthographe, les incongruités et les erreurs.

Malgré tous nos efforts, nous ne doutons pas que des corrections s'imposent encore. Soyez compréhensifs et coopératifs. Faites nous un amical salut en nous signalant nos erreurs.

Merci de votre collaboration et de votre sollicitude.

1. UN PEU D'HISTOIRE.

L'histoire complexe et souvent tragique de l'Arménie commence en fait dès la préhistoire qui a vu apparaître ses premiers peuplements.

L'Arménie (qui, en arménien, se dit et s'écrit Հայաստան qui se prononce **Hayastan**) a connu au cours des siècles de nombreuses agressions et occupations territoriales par d'autres peuples invasifs. Après le passage d'**Alexandre le Grand** elle subit une influence hellénistique sans perdre son originalité, puis elle subit l'influence des **Parthes** à qui elle dû abandonner une partie de son territoire au cours du 2^e siècle avant notre ère, puis celle des **Grecs** et des **Romains**. En **-189**, sans opposition de ces derniers, elle accéda à l'indépendance, sous le règne d'**ARDACHÈS** 1^{er} qui créa la **Grande Arménie**. L'étendue de son territoire a ainsi considérablement varié, de la plus grande expansion en ces temps lointains à la véritable peau de chagrin qu'il est maintenant devenu.

Dans sa plus grande extension, sous le règne de TIGRANE II le GRAND (95 à 55 avant J.C.), Le royaume de la Grande Arménie, couvrait environ 300.000 km² en Asie occidentale, incluant d'est en ouest, une partie orientale et anatolienne de la Turquie actuelle, une partie de la Turquie occidentale sur la côte de la Méditerranée orientale (**la Cilicie**), une partie importante de l'**Azerbaïdjan** actuel (dont ce qui sera le **Haut-Karabagh ou Artsakh**) et des portions plus réduites des territoires actuels de **la Géorgie** (au nord), de l'**Irak** et de l'**Iran** (au sud)..

Ce serait en l'an 301, selon l'opinion majoritaire des historiens, ou en 305 pour d'autres, que le roi TIRIDATE se serait converti au christianisme et ce serait **en 327 qu'il le proclama religion d'Etat de l'Arménie**, faisant ainsi de celle-ci le premier royaume chrétien de l'Histoire. S'il n'y a pas de consensus général sur ces dates, les différentes versions avancées concernent cependant le tout début du IV^e siècle. Toutefois, la date indiquée de 327 paraît trop éloignée pour certains. L'Arménie est donc devenue chrétienne avant l'Éthiopie (en 330) et le serait avant la Géorgie (en 319), dans un environnement soumis à d'autres religions anciennes : grecque à l'ouest, perse mazdéique ou zoroastrienne au sud et à l'est, l'islam n'étant apparu que 300 ans plus tard. Il fallait donc protéger et promouvoir par la langue cette nouvelle identité. C'est **un moine nommé Mesrop MASHTOTS qui inventa en 401 l'alphabet arménien**, à la graphie très originale, qui comprenait à l'origine 36 lettres (actuellement il en comporte 38), dont 31 consonnes et 7 voyelles.

Pour en venir à l'époque moderne (le cadre et l'objectif de cet article n'étant pas de fournir une étude historique trop détaillée que l'on peut trouver ailleurs sur l'internet), rappelons brièvement que l'Arménie orientale puis occidentale a été intégrée à l'Empire russe avec la conquête du Caucase à la fin du 18^e siècle, ce qui fut confirmé après la guerre russo-persane de 1826-1828. A cette date, une Province d'Arménie avait été créée au sein de l'Empire russe, intégration qui fut officialisée par **le traité de Turkmantchaï** entre la Perse/Iran et la Russie. Beaucoup d'Arméniens, peuple chrétien, se sont alors "russifiés" en s'installant en Russie, comme d'autres l'avaient fait auparavant, trop heureux d'échapper à l'empire perse musulman ainsi qu'à l'empire ottoman dont on sait la suite qu'il a réservée aux portions du territoire autrefois arménien qu'il avait conquises. Voici à ce propos le témoignage d'un ancien collègue et toujours ami dont le père était d'origine arménienne :

"La famille de mon père était au service de la Russie depuis Pierre le Grand et avait passé des alliances avec des familles russes ; elle se considérait plutôt comme russo-arménienne. Elle compte parmi mes lointains parents un maréchal de l'armée du tsar Alexandre 1^{er}, un maréchal mort sur le champ de bataille de Borodino en 1812. Mon père était né en Arménie russe mais avait passé la plus grande partie de son existence à Moscou et à Saint Pétersbourg avant la révolution bolchevique. Lors de celle-ci, pendant la période de guerres entre les troupes Blanches et celles des Bolcheviks, des membres de la famille de mon père avaient participé à la création de la première république arménienne, entre 1918 et 1920, avant que le pays ne soit occupé par l'armée rouge et annexé à l'Union soviétique. Depuis qu'il a recouvré son indépendance en 1991 ce pays, entouré de voisins hostiles et gangrené par la corruption, est extrêmement dépendant de la politique russe pour survivre".*

* Rappelons pour l'Histoire que le **Tsar Alexandre 1^{er}** est mort, lui, le 1^{er} décembre 1825 à **Taganrog**, au bord de la mer d'Azov, à la fois de dépression (causée par le décès de sa fille - illégitime - Sophie) et de

maladie (peut-être la typhoïde). En septembre 1825 il s'était retiré à Taganrog avec son épouse, l'impératrice Elisabeth, et il y a vécu quelques mois en semi-retraite avec l'intention d'abdiquer. Il y est donc mort précocement quelques mois après, alors qu'il n'avait pas encore achevé sa 48e année. Il a été inhumé à Saint-Pétersbourg.

Au cours du XXe siècle, l'Arménie a connu des événements particulièrement dramatiques, depuis le **génocide de 1915-1916 commis par l'empire Ottoman** du temps de la Première Guerre mondiale et qui a entraîné la mort d'un million et demie de personnes et l'exode d'une forte partie de sa population, rescapée de la conquête par les Turcs de son territoire anatolien, lui faisant perdre aussi le symbole qu'était le **mont Ararat** sur lequel, selon la légende, se serait échouée l'**Arche de Noé** (Sur l'histoire tragique des Arméniens, voir : **Gérard DEDEYAN** :« Du génocide des Arméniens a la shoah » - Essai, avec Carol Iancu. Editions Privat, Collection Regards Sur L'histoire, avril 2015)

A vrai dire, à la fin de la Première Guerre mondiale et à la chute de l'empire ottoman, il avait été envisagé de placer l'Arménie de l'époque - et en y incluant la **Cilicie** également peuplée d'Arméniens - sous un statut de **mandat de la SDN**, comme cela a été fait pour les anciennes colonies allemandes ainsi que pour la Syrie, l'Irak, le Liban et la Palestine. Ce statut l'aurait protégée avant de la conduire vers une pleine indépendance. Mais après moult tergiversations entre les Alliés, le projet fut abandonné, pour le plus grand malheur des Arméniens : les **Jeunes Turcs** se sont empressés de faire main basse sur leurs territoires anatoliens et de Cilicie.

Pour plus de détails sur ces péripéties, voir : **Bernard DURAND** :« Le mandat sur l'Arménie n'aura pas lieu ? » *Un drame au cœur de la Turquie, de la Cilicie et de la Syrie (1915-1920)*, *Revue historique de droit français et étranger (1922-)* Vol. 95, No. 3 (JUILLET-SEPTEMBRE 2017), pp. 393-410 (18 pages) Editions Dalloz https://www.jstor.org/stable/26593524?item_view=read_online

Avec la Révolution d'Octobre 1917, la chute de l'**empire des ROMANOV** et la prise de pouvoir par les Bolcheviks en Russie, l'Arménie avait connu une brève période d'indépendance évoquée ci-dessus dans le témoignage de mon ami, indépendance qu'elle a donc reperdue en 1920, quand elle a été reprise par l'URSS. Les espoirs et les rêves nés entretemps de la sauvegarde d'une Grande Arménie aux frontières assurées et protégées par un mandat de la SDN s'évanouirent ainsi. Toutefois, durant cette période soviétique, au prix de la soumission à ce régime de parti unique et dictatorial et dans ce qui lui restait de territoire, l'Arménie avait connu une assez forte industrialisation et une modernisation de ses infrastructures, mais au prix de restrictions culturelles et de répressions politiques diverses mais constantes.

Ayant recouvré son indépendance le 21 septembre 1991 avec la dissolution de l'URSS, elle avait connu une reprise économique avec une certaine modernisation de son tissu industriel de style soviétique, cependant ralentie par un niveau de corruption élevé. Puis elle a connu à nouveau de graves difficultés économiques et sociales, notamment en raison du conflit armé avec l'**Azerbaïdjan** au sujet de la région du Haut-Karabagh, territoire autonome mais enclavé dans ce pays musulman de mouvance turcophone, sans connexion territoriale directe avec le territoire arménien, sauf par le **corridor de Latchine**. Un conflit en deux temps qu'elle a finalement perdu **en 2023**, entraînant, sur le territoire arménien restant indépendant, le reflux de plus de cent mille réfugiés.



Le Haut-Karabagh ou Artsakh, c'était **11.000 km²**, pas même l'équivalent de deux départements métropolitains français, avec une population de seulement **150.000 habitants**, dispersée sur un territoire montagneux et accidenté qui était sa seule protection. Il n'avait donc ni profondeur stratégique ni démographie assez forte pour faire face à l'Azerbaïdjan puissamment armé, aidé par la Turquie et le monde turcophone de son arrière-cour. Sans la protection de la Russie, obligée de ménager la Turquie pour cause de guerre en Ukraine, le Haut-Karabagh n'avait pas les moyens de vaincre malgré une résistance courageuse et farouche et l'Arménie n'avait guère les moyens de l'aider efficacement. Son lien terrestre avec l'Arménie était l'étroit **corridor de Latchine** au statut précaire et qui fut d'ailleurs rapidement

coupé par la guerre (voir pour plus de détails sur les conditions technico-militaires de cette guerre perdue un article très documenté : <https://www.revueconflits.com/39499-2-guerre-haut-karabagh/>).

L'Arménie actuelle elle-même (en gris sur la carte qui suit), sans aucun accès maritime direct et **enclavée entre Turquie, Géorgie, Azerbaïdjan et Iran**, ne couvre plus qu'une superficie de **29.800 km²** soit à peine l'équivalent de 5 départements français. Son territoire, très montagneux, est sujet aux séismes (rappelons-nous le grave tremblement de terre survenu en 1998, provoquant de nombreux décès et d'importants dégâts matériels et économiques et l'aide apportée par la diaspora, entre autres par **Charles AZNAVOUR** qui n'oubliait pas ses racines ancestrales), sa population totale est d'à peine **3 millions d'habitants, dont 1 094 813 habitants dans la capitale Erevan (Yerevan)**.

C'est donc également une faible profondeur de défense stratégique et un faible potentiel démographique, même si l'Arménie dispose **d'une forte diaspora dans le monde (+/- 8 millions de personnes (dont près de 600.000 en France, principalement établies à Marseille, Lyon et la région parisienne)** capable de lui apporter un soutien humanitaire et financier en période de crise mais pas vraiment un soutien militaire (voir à ce sujet en fin d'article la contribution de la diaspora arménienne de Montpellier).

Autre faiblesse que montre la carte ci-après, carte géographique mais surtout linguistique de sa plus grande extension historique (y manque la **Cilicie**, située au sud maritime de la Turquie), l'Arménie sépare du territoire principal de l'Azerbaïdjan la province autonome du **Nakhitchevan**, située à son sud-ouest et peuplée d'Azéris. On ne peut trouver situation géographique plus critique et plus inconfortable.



(Source carte : <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asia/armenie1-genrl.htm#>)

2. SITUATION ACTUELLE

Malgré ces graves défis et les difficultés qu'ils entraînent, l'Arménie a réussi à conserver sa culture et son identité si particulière de premier pays chrétien dans le monde et donc aussi dans cette région du Caucase, plus tard progressivement conquise et dominée par l'islam, aux marges de la Fédération de Russie actuelle et d'une Turquie à nouveau impérialiste. Elle a réussi à maintenir une société civile dynamique, malheureusement soumise à de nombreuses pressions ainsi qu'à une corruption endémique qui mine son gouvernement et son économie (bien qu'en régression semble-t-il, depuis la révolution dite « *de velours* », de mars à mai 2018, dirigée contre le gouvernement de **Serge SARKISSIAN** et qui a vu l'arrivée au pouvoir de **Nikol PACHINIAN**). La carte ci-dessus montre (en jaune et en vert) quelle fut l'extension territoriale du royaume d'Arménie au temps de sa plus grande expansion géographique et culturelle. Sa langue et son alphabet très particuliers forment ce que l'on appelle un **isolat linguistique d'origine indo-européenne** qui ne peut être rattaché à aucune des langues des pays qui l'entourent

(comme c'est aussi le cas de la Géorgie sa voisine du nord, avec laquelle les relations ne sont pourtant pas au beau fixe) même si, au cours des siècles, elle a pu leur faire quelques emprunts sans perdre son identité propre. De ses deux variantes historiques, orientale et occidentale, c'est l'arménien oriental qui est la langue de l'Arménie actuelle.

Depuis la guerre en Artsakh déclenchée par l'Azerbaïdjan (la première dans les années 1990 et la deuxième commencée en 2020 et perdue après une nouvelle attaque en septembre 2023), l'Arménie a dû accueillir les milliers de réfugiés (120.000 environ, sur 150.000 habitants, d'autres étant partis ailleurs) en fait des déplacés de force qui ont dû fuir au péril de leur vie, en urgence absolue et en quelques jours – **ce fut un véritable nettoyage ethnique** - le pays de leurs ancêtres : une terre de montagne, arménienne depuis des siècles, qui s'est trouvée malheureusement **enclavée dans l'Azerbaïdjan par la politique de STALINE**, qui avait savamment compliqué les frontières territoriales pour maintenir l'emprise du pouvoir soviétique sur les Etats vassalisés et leurs diverses composantes ethnico-culturelles.

Voir pour mieux comprendre cette tragédie : Tigrane Yégavian : la "Géopolitique de l'Arménie", préface de Gérard Chaliand, 2^e édition, rééditée en juillet 2023, Editions Bibliomonde - et aussi : [https://mail.yahoo.com/d/3/edit/8110948315Le drame arménien, avec Tigrane Yégavian](https://mail.yahoo.com/d/3/edit/8110948315Le%20drame%20arm%C3%A9nien,%20avec%20Tigrane%20Y%C3%A9gavian)

Après leur exode de septembre 2023, ces milliers de réfugiés ont vécu, soit, sous des tentes de toile dans des conditions très sommaires, s'ils n'avaient pas en Arménie, une parentèle ou des familles charitables en mesure de les héberger, l'Etat n'ayant pas les moyens de construire en si peu de temps les logements nécessaires à leur réinstallation. Leur relogement a pris du temps pour les accueillir en différents lieux sur le territoire grâce à diverses initiatives. Cela ne fera pourtant pas oublier le traumatisme de l'exil, celui des villes et villages abandonnés et détruits, des églises et cimetières et des monuments historiques perdus que l'Azerbaïdjan revancharde se hâtera de faire disparaître.

Un accord présenté comme « historique » a été signé le 19 avril 2024 à Bruxelles, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan : cet accord aboutissait à un nouveau tracé des frontières contestées autour du Haut-Karabagh : l'Arménie remettait à l'Azerbaïdjan quatre enclaves qu'elle détenait depuis 1991, maintenant vidées de leurs habitants, un premier pas dit « positif » pour résoudre le conflit sur les frontières qui s'est traduit par l'invasion et la conquête de l'Artsakh par les troupes de Bakou, puissamment soutenues par la Turquie – et, indirectement, par la fourniture d'armes par Israël. La Russie qui protégeait l'Arménie en vertu d'un traité d'alliance en y envoyant des troupes d'interposition en Artsakh et aux frontières ou sur les axes majeurs de communication, était restée passive car, dans sa guerre en Ukraine, elle a besoin de ne pas se fâcher avec la Turquie et de bénéficier, au minimum, de sa neutralité, alors que l'implication de celle-ci en faveur de l'Azerbaïdjan, qui appartient à l'aire turcophone d'Asie centrale, a été flagrante. **L'Arménie s'étant alors tournée vers les Etats-Unis pour y chercher un soutien, elle a mécontenté la Russie, son protecteur naturel resté passif**, mais en guerre indirecte avec les Etats-Unis par « proxy » ukrainien interposé, pour le malheur de cet autre pays. Le malheur de l'Ukraine ainsi engagée dans ce conflit avec le soutien des Européens et de l'OTAN, a donc fait, indirectement, le malheur de l'Arménie, plus lointaine, plus petite, plus modeste.

Le Premier ministre arménien Nikol PACHINIAN avait au préalable déclaré, le dimanche 28 janvier 2024, avoir proposé à l'Azerbaïdjan de signer un pacte de non-agression, dans l'attente d'un traité de paix global entre ces deux voisins ennemis du Caucase : "*Nous avons présenté à l'Azerbaïdjan une proposition de mécanisme de contrôle mutuel des armes et de signature d'un pacte de non-agression si la signature d'un traité de paix devait prendre du retard*", avait-il alors déclaré dans un discours prononcé lors de la « **Journée de l'Armée** » en Arménie. L'accord du 19 avril serait donc un premier pas positif vers un accord plus global, en fait celui du pot de terre contre le pot de fer. Les



observateurs extérieurs restaient prudents sur les avancées de cet accord, toutes les causes de conflit n'ayant pas encore trouvé de solutions et les accrochages armés restant alors fréquents. On en verra plus loin les conséquences.

Toutefois, comme dit plus haut, le premier ministre Nikol PACHINIAN, devant le maigre soutien de l'Europe, avait aussi cru bon d'annoncer une révision de ses alliances stratégiques, jusqu'ici principalement établies avec la Russie, pour se tourner vers les Etats-Unis afin d'obtenir leur protection, ce qui a conforté par réaction la décision de la Russie de ne pas intervenir dans le sauvetage de ce qu'il reste de l'Arménie indépendante. Or les Etats-Unis, qui dépensent des milliards de dollars à soutenir l'Ukraine et l'OTAN contre la Russie, qui dépensent d'autres milliards pour se préparer à la confrontation avec la Chine à propos de Taïwan et d'autres encore pour soutenir Israël contre le Hamas et Téhéran, n'ont qu'un intérêt très modéré pour la défense de l'Arménie, ce petit pays lointain dépourvu de tout : l'Arménie n'a ni pétrole ni gaz à offrir en échange, pas davantage de minerais rares ou moins rares et n'est qu'un pauvre petit pays agricole, faiblement industrialisé, faiblement peuplé, subissant une forte hémorragie d'émigration et elle ne présente qu'un faible intérêt géostratégique dans une région où les acteurs plus gros et plus importants sont nombreux.

Par ailleurs, depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'Arménie a aussi vu rappliquer sur son sol **près d'une centaine de milliers de Russes fuyant la conscription en Russie** et qui se sont principalement installés à Erevan, y compliquant la crise du logement, car disposant souvent de capitaux leur permettant d'investir dans l'immobilier, faisant ainsi monter le prix des logements au détriment des nationaux, puis des réfugiés aux moyens encore plus réduits. Beaucoup ont tout de même pris leur part dans l'aide aux réfugiés arméniens.

La capitale, comme souvent en beaucoup de pays, donne une fausse impression de la situation réelle de celui-ci : le commerce y fonctionne, le trafic automobile y est important, les restaurants sont pleins, qui rassemblent la clientèle la plus huppée mais qui n'est qu'une frange minoritaire de la population totale. Comme si la ville vivait dans une bulle, oubliant le contexte.

Et dans les classes supérieures, politiques et économiques, dans les états-majors du pouvoir étatique, la corruption, même en régression, reste active, même si la révolution de 2018 avait pour but d'y remédier par diverses politiques, pour l'instauration de l'Etat de droit et de la démocratie. Ce n'est pas sur les politiciens locaux que l'on peut compter pour sortir le pays du marasme. **Nikol PACHINIAN** n'est pas le pire d'entre eux mais n'est pas non plus sans reproche et il fait en politique des choix hasardeux, pas toujours bien inspirés. Il faut reconnaître que ses marges de manœuvre sont minces.

La diaspora arménienne est nombreuse en beaucoup de pays (Etats-Unis, Australie, Europe et notamment en France depuis le génocide de 1915 (on en commémore la date le 24 avril). Si elle contribue financièrement à aider son pays d'origine chaque fois qu'il est dans le besoin, on n'est jamais sûr que les fonds envoyés parviennent dans de bonnes mains, échappent aux détournements et à la corruption pour contribuer utilement à panser les plaies du pays.

L'Arménie, malheureux pays abandonné de tous ou presque (la France ayant promis son aide militaire, quand même limitée vu l'état de ses propres forces armées, tant en effectifs qu'en moyens matériels), voit son avenir sous de bien sombres perspectives, surtout lorsqu'elle le compare à son lointain et brillant passé.

3. L'ARMÉNIE ET LA FRANCE

Dans cette guerre avec l'Azerbaïdjan, **l'Arménie a reçu le soutien de la France** mais que peut vraiment la France vu l'état de ses moyens militaires et budgétaires, sinon bien peu de choses au-delà du soutien moral, sanitaire et social. Elle a tout de même signé des contrats de vente d'armes, ce qui lui vaut des représailles de l'Azerbaïdjan,

lequel se venge par des manœuvres plus ou moins surnoises contre les outremer français avec les troubles et dégâts que l'on sait en **Nouvelle-Calédonie et aux Antilles**.

Longtemps abreuvé de belles paroles par **le président Macron** mais suivies de maigres effets (sauf les représailles de l'Azerbaïdjan contre l'outremer français) y aurait-il eu soudain un regain d'intérêt chez nous pour ce pays ami, à l'automne 2024 du fait du nouveau gouvernement **BARNIER** enfin nommé ? **Voici un article du site numérique « Opinion internationale », sous la signature de Michel TAUBE**, son créateur, qui, à ce moment-là voulait l'espérer :

« De nombreux amis de l'Arménie et de l'Artsakh (Haut-Karabagh) se retrouvent au sein du gouvernement de Michel Barnier.

*« Le Premier ministre **Michel Barnier** est en effet un fervent défenseur de l'Arménie et de l'Artsakh. Il s'était rendu en Arménie et en Artsakh en décembre 2021, avec l'ancienne candidate LR à la présidentielle de 2022, **Valérie Pécresse** et **Bruno Retailleau**, afin d'y réaffirmer leur soutien à la cause arménienne.*

*« Je ne peux que me réjouir de ce nouveau gouvernement qui compte de nombreux Amis de l'Arménie et de l'Artsakh, à commencer par le Premier ministre. C'est pour moi un gage supplémentaire de confiance dans la mission qui leur est confiée. Ces personnalités qui ont choisi de se tourner du côté de la liberté, de la démocratie et de la justice sont de véritables républicains. Je leur présente tous mes vœux de succès », indique **François Pupponi**, Président du Cercle d'amitié France-Artsakh.*

*« **Bruno Retailleau**, ministre de l'Intérieur, a lui aussi tant œuvré pour l'Arménie et l'Artsakh au Sénat. Il fut Président du groupe d'information internationale sur le Haut-Karabagh au Sénat et toujours prompt à alerter sur les dangers qu'encourent l'Arménie et l'Artsakh, via notamment les nombreuses manifestations qu'il a initiées dans la chambre haute.*

*De nombreux ministres sont engagés dans la défense de l'Arménie et de l'Artsakh : **Didier Migaud**, Garde des Sceaux, qui fut un des premiers parlementaires dans les années 90 à se préoccuper des enjeux qui se jouaient en Artsakh, a été à l'initiative de plusieurs lois sanctionnant la négation du génocide arménien, **Astrid Panosyan-Bouvet**, ministre du Travail et de l'Emploi, **Guillaume Kasbarian**, ministre de la Fonction publique, **Antoine Armand**, nouveau ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, **Nicolas Daragon**, Ministre délégué chargé de la Sécurité du quotidien, qui en tant que Maire de Valence a toujours œuvré dans sa ville en faveur de la cause arménienne, **Benjamin Haddad**, ministre délégué chargé de l'Europe, également un défenseur de la démocratie arménienne, **Sébastien Lecornu**, ministre des Armées, **Anne Genetet** à l'Education nationale et **Laurent Saint-Martin**, ministre chargé du Budget et des Comptes publics, qui ont souvent fait part de leur soutien à l'Arménie et à l'Artsakh. » (https://www.opinion-internationale.com/2024/10/01/le-nouveau-gouvernement-michel-barnier-en-faveur-de-larmenie-et-de-lartsakh_126889.html)*

Malheureusement, l'Artsakh était déjà perdu. Cependant, cette citation a le mérite de mentionner plusieurs noms d'origine arménienne.

Il faut ici rendre hommage à ces Arméniens, nombreux, qui sont venus s'installer parmi nous après le génocide de 1915-1916, courageux et dignes, soucieux de s'insérer, de s'intégrer, de s'assimiler sans pour autant jamais oublier leurs racines. Ces immigrés malheureux n'ont pourtant jamais créé de problème d'insertion et, au contraire, nous ont offert, une fois devenus français, tant de personnalités marquantes dans les domaines politique, universitaire, scientifique, culturel et artistique. Nous avons, à Montpellier et ailleurs dans nos villes du Midi, de belles illustrations de cela auxquelles nous rendrons hommage. En ces temps douloureux pour le pays de leur origine, ces diasporas locales dans la grande diaspora arménienne de France ont apporté des contributions non négligeables à celles que la France officielle a pu fournir. Nous y reviendrons plus loin.

Mais le gouvernement **BARNIER** est tombé le 4 décembre 2024 après une bien courte existence ! Le gouvernement **BAYROU** enfin nommé, dans des conditions tout aussi difficiles que son prédécesseur et avec un avenir non moins incertain, pourra-t-il réellement apporter un soutien concret à l'Arménie pour l'aider à faire face à ses difficultés existentielles ? **Bruneau RETAILLEAU** est toujours ministre et affiche

de fortes ambitions. L'Union européenne jusqu'à présent bien absente en la matière se décidera-t-elle à y contribuer ? Il faudrait disposer d'une boule de cristal bien performante pour se hasarder à des pronostics.

Pour être objectif, il faut cependant préciser que l'aide de la France, même limitée militairement, a eu tout de même un impact important sur d'autres plans, sanitaire et social : des médecins, des chirurgiens, des personnels infirmiers français sont allés contribuer à la prise en charge médicale et psychologique des nombreux blessés rescapés de la guerre, souvent grièvement touchés, voire amputés d'un membre. L'envoi de médicaments, de matériel hospitalier, mais aussi l'aide sociale ont été importants et la population y a été sensible, tout cela a été positif et doit être mis à son crédit.

4. UN AN ET PLUS APRÈS L'EXODE, QUELLE EST DONC LA SITUATION DES 120.000 RÉFUGIÉS DE L'ARTSAKH EN ARMÉNIE ?

Les articles de **Courrier international** dont les liens sont donnés ci-dessous, permettront à nos lecteurs de se faire une opinion sur cette malheureuse situation. Avec toutefois la réserve qu'ils datent de septembre 2014 et sont en fait **repris d'articles de la presse polonaise et russe**, qu'en d'autres contextes on jugerait sans doute sujets à caution :

<https://www.courrierinternational.com/article/integration-un-an-apres-leur-exode-les-refugies-du-haut-karabakh-sont-des-parias-en-armenie> 222572

<https://www.courrierinternational.com/article/reportage-ces-refugies-du-haut-karabakh-renies-par-l-armenie>

Extraits condensés : Au début, les réfugiés ont été plutôt bien accueillis avec l'émotion suscitée par cet exode dramatique et massif. Mais, devant le nombre, la difficulté des moyens dont l'Arménie, elle-même mal en point économiquement, disposait pour les héberger, le constat des différences de nuances culturelles existant entre ces réfugiés et la population arménienne qui les accueillait, un fossé d'incompréhension, voire de méfiance a pu se creuser, voire s'élargir : difficultés à se loger et à les loger, difficulté à les soutenir financièrement alors qu'ils avaient tout perdu (allocations promises et trop faibles pour les aider à vivre et distribuées de manière trop aléatoire), difficulté à leur donner du travail et un salaire dans un pays à l'économie défaillante, tout cela a fait que certains réfugiés ont préféré partir en Russie qui manque de main d'œuvre tandis que les autres se sont aigris, avec le souvenir lancinant du pays, des biens et du patrimoine perdus.

Rappelons-nous, en France, comment furent accueillis les Pieds-Noirs d'Algérie en 1962, alors que notre pays avait d'autres moyens pour le faire mieux. Il a fallu alors et il faudra, là-bas aussi, beaucoup de temps pour panser les plaies, enfouir la nostalgie et retrouver l'espoir d'un avenir à reconstruire, recoller les morceaux d'une culture commune malgré les particularismes naturels.

Il ne faut toutefois pas trop noircir le tableau car la situation n'est pas figée et continue à évoluer. Les autorités arméniennes et la population ont certes fait ce qu'elles ont pu avec des moyens limités, donc pas toujours totalement satisfaisants face à l'énormité et l'urgence des besoins. Parvenir à loger des réfugiés qui avaient réellement tout perdu, qui souvent ont dû quitter leurs foyers, leurs villages dans la plus grande détresse, sans pouvoir rien emporter, ni biens, ni vêtements. Beaucoup ont dû s'enfuir en grande urgence vitale, réellement au péril de leur vie pour échapper au massacre, à pied, à travers bois, avec leurs enfants et leurs blessés, pour rejoindre l'Arménie par des chemins et sentiers détournés. Ils fuyaient avec le sentiment d'abandonner leurs églises et leurs cimetières, en sachant que l'Azerbaïdjan se hâterait de les détruire pour effacer toute trace de leur histoire. Le traumatisme moral et psychique des adultes a été encore plus grave chez les enfants qui en sont encore plus durablement marqués.

La diaspora arménienne est aussi venue à l'aide, notamment la diaspora de France, comme elle l'avait fait en d'autres circonstances, fournissant une aide matérielle, en vêtements, couvertures, produits alimentaires et de nécessité sanitaire, matériel scolaire pour les enfants à rescolariser, aide psychologique pour aider à surmonter le traumatisme de l'exil et des souffrances endurées. Nous avons à Montpellier deux associations arméniennes qui contribuent à cet effort d'assistance et d'intégration (voir en fin d'article l'hommage qui leur est rendu).

A la date où nous rédigeons cet article, fin janvier 2025, nos informateurs arméniens en France relèvent la dignité de ces réfugiés qui, ayant aussi perdu leurs professions et se trouvant sans emploi correspondant à leur qualification, cherchent à se reconvertir à d'autres métiers, quitte à en changer radicalement, voire à se déclasser, pour ne pas vivre trop longtemps d'assistance publique et d'allocations de l'Etat ou des collectivités locales. Tous ont finalement pu trouver à se loger et petit à petit s'insèrent dans la société d'accueil.

5. MAIS D'AUTRES MENACES PESENT SUR L'AVENIR DE LA MALHEUREUSE ARMENIE.

Ces menaces portent le nom de « **Corridor de Zangezur** » à la frontière sud-est de l'Arménie : une voie ferrée existante, mais à prolonger et à doubler d'une autoroute qui, partant de la ville de Kars et passant par Igdir en Turquie orientale, puis par l'enclave azérie du Nakhitchevan, passerait par la frange sud de l'Arménie, entre les villes d'Ordubad et Agbend (c'est là que se situe cet étroit corridor) avant de rejoindre le territoire principal de l'Azerbaïdjan après avoir longé la frontière nord de l'Iran, pour remonter plus tard vers Bakou et la mer Caspienne.

La Turquie d'Erdogan, mue par son expansionnisme impérial néo-ottoman vers les pays turcophones et turcophiles de la Caspienne et de l'Asie centrale, associée aux ambitions de l'Azerbaïdjan fort de sa récente victoire sur l'Arménie et l'Artsakh, se verraient bien priver celle-ci de l'espace que constitue ce corridor fragile pour elle mais éminemment stratégique pour ces deux Etats, puisque sa conquête permettrait aussi de rattacher directement le Nakhitchevan au territoire azerbaïdjanais dont il est actuellement coupé.

Dans l'article cité ci-après, publié par **le magazine de géopolitique Conflits**, **Xavier RAUFER**, un analyste très affuté et informé dont la réputation n'est plus à faire, explique que « *Le corridor de Zangezur est un espace crucial à l'échelle de toute l'Eurasie. C'est par lui que doivent transiter les routes de l'énergie reliant le Moyen-Orient à l'Europe. Il attire de nombreuses convoitises mais demeure sous-estimé en Europe.* »

Nous ne saurions trop inciter nos lecteurs éventuels à aller lire cet article, illustré de cartes, sur le site de **la revue Conflits** via le lien ci-après :

<https://www.revueconflits.com/le-corridor-de-zangezur-crucial-a-lechelle-de-toute-leurasie-ignore-en-europe/>

Les malheurs de l'Arménie ne sont probablement pas terminés et notre belle Europe, plus encore que notre France qui, en d'autres temps, avait une diplomatie compétente et plus active, semble impuissante et réticente à lui venir en aide pour assurer sa survie dans cet Orient compliqué. Un statut de neutralité internationale reconnu par l'ONU et les grandes puissances serait-il une garantie contre les agressions de ses voisins ? Rien n'est moins sûr, vu l'attitude desdits voisins et la passivité des autres Etats. Peut-on tout de même l'envisager ? La question reste ouverte à la réflexion.

Quelles sont les relations actuelles entre l'Arménie et l'Union européenne ?

Depuis mars 2024 l'Arménie évoque, par le biais de son ministre des Affaires étrangères, **Ararat MIRZOIAN**, et par celui du président du Parlement arménien, **Alen SIMONIAN**, son souhait de devenir officiellement candidate à l'entrée dans l'Union européenne. Ce processus semble s'être accéléré depuis l'attribution officielle de pays candidat à la Géorgie voisine en décembre 2023. Est-ce bien raisonnable au vu de la situation en Ukraine et de celle qui prévaut en ce moment au sein de la société géorgienne voisine ? Jusqu'où peut s'étendre l'Europe géographique ? (sur cette carte, en vert les 27 Etats de l'U.E. et, en marron à droite, la petite tache marron de l'Arménie, dans le Caucase entre les mers Noire et Caspienne). Un statut d'Etat associé ne serait-il pas plus approprié ? Autre question à débattre en pesant objectivement et avec prudence la balance coûts/avantages, opportunités et risques.



6. UN NOUVEL EPISODE INQUIETANT : LES PROCÈS DE BAKOU

Pourtant, au moment de clore cet article, nous voilà obligés d'y rajouter un chapitre : depuis le **17 janvier 2025**, se sont ouverts à Bakou le procès ou les procès de 16 personnalités capturées par l'Azerbaïdjan à la chute de l'Artsakh, parmi une trentaine de prisonniers dont beaucoup de civils, capturés alors qu'ils tentaient de fuir pour rejoindre l'Arménie. Nous citons ici un article pris sur le site de Valeurs Actuelles le 28 janvier 2025 : « Arrêtés illégalement en septembre 2023, date de l'annexion du Haut-Karabagh par l'Azerbaïdjan, ils sont accusés de « terrorisme », « séparatisme », « crimes de guerre », « préparation d'une guerre » et de 38 autres chefs d'accusation. Parmi les prisonniers se trouvent les trois anciens présidents de l'Artsakh, **Arayik Harutyunyan**, **Bako Sahakyan** et **Arkadi Ghukasyan**, mais aussi des anciens ministres comme **David Babayan** (Affaires étrangères), **Levon Mnatsakanyan** (Défense) et **Davit Manukyan** (Défense). **Ruben Vardanyan**, ancien ministre d'État, est le plus médiatisé car il fait l'objet d'une procédure à part. Milliardaire d'origine arménienne, il vivait en Russie avant d'abandonner sa nationalité russe pour prendre celle du Haut-Karabakh ».

https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/monde/proces-des-armeniens-a-bakou-au-lieu-detre-sur-le-banc-des-accuses-le-pouvoir-azerbaïdjanais-essaie-dinverser-la-donne-denonce-le-representant-de-la-repub?_sc=MjkwMDE0NyM0ODY4NzA%3D

Ainsi, affirmé contre toute évidence, ce serait l'Artsakh qui aurait préparé une guerre contre l'Azerbaïdjan et serait l'agresseur !

Des manifestations ont eu lieu récemment en France, notamment à Paris, fin janvier-début février 2025, organisées par les représentants de l'Artsakh réfugiés en France, qui dénoncent des simulacres de procès : « Le processus a été mis en place pour légitimer l'action de l'Azerbaïdjan, légitimer le nettoyage ethnique et le **déplacement forcé des Arméniens** » (Un lien à suivre pour lire des témoignages directs sur cet exode).

Ces procès se dérouleraient dans la plus complète opacité, devant une justice dont l'indépendance par rapport au pouvoir politique dictatorial de Bakou est sujette à caution, sans accès de la presse indépendante et internationale aux audiences, sans que les accusés puissent choisir leurs avocats, les avocats étrangers leur étant interdits. Les avocats azéris commis d'office ne parlent pas la langue de leurs clients, ou pas suffisamment pour communiquer avec eux, qui semblent promis à de lourdes peines de prison, des prisons où leur sécurité physique et mentale n'est pas garantie, pour autant que certains n'encourent pas la peine de mort : la plupart des accusés, déjà emprisonnés depuis plus d'un an, paraissent, aux audiences, dans un état physique dégradé. Des rumeurs parlent de sévices, voire de torture physique et mentale dans les geôles de Bakou. Mais les témoignages des prisonniers de guerre ayant été en captivité à Bakou et rentrés en Arménie vont au-delà des rumeurs. Ils font état, eux, de véritables tortures et de traitements inhumains et dégradants : des méthodes dignes des pires régimes autoritaires. Bref, il s'agit de procès et de conditions d'enfermement dignes du système soviétique.

Les procès de Bakou risquent fort de prendre dans l'Histoire la succession des procès de Moscou, de sinistre mémoire.

On assiste là, avec un long différé dans le temps, à un nouvel effet pervers de **la cynique politique de Staline** dans l'art de découper les frontières pour neutraliser les nations soumises au joug soviétique. Dans ce découpage-là, l'Azerbaïdjan, plus étendu et riche de sa fortune pétrolière, aide par la Turquie, avait tous les atouts pour vaincre la petite enclave arménienne du Haut-Karabakh, même si celle-ci existait sur son territoire depuis des millénaires, bien avant de se retrouver ainsi enclavée.

Le vainqueur, non content de s'appliquer à détruire les traces de ce long passé, les églises, les cimetières chrétiens, les monuments civils et religieux, poursuit de sa haine les rescapés des massacres qu'il a pu capturer et s'acharnera à les humilier et à les détruire au mépris affiché des conventions internationales sur le droit de la guerre. Dans ce contexte-là, où la France est victime, pour son intervention pourtant modeste, des représailles politiques du gouvernement de Bakou contre nos outremer, on aimerait savoir ce que, concrètement, va pouvoir et vouloir faire, au-delà de l'indignation verbale, l'Union européenne, peu soucieuse de se priver des hydrocarbures de l'Azerbaïdjan après s'être volontairement privée de ceux de la Russie, au grand dam de son économie.

7. NOUS NE SAURIONS TERMINER CET ARTICLE sans mentionner la contribution des Montpelliérains et autres amis d'origine arménienne au développement des relations franco-arméniennes et au soutien à leurs compatriotes en souffrance.

La communauté arménienne de l'aire Montpellieraine, forte de près de 5000 personnes, mène des actions aussi bien pour la préservation de l'identité arménienne à travers la culture, l'art, l'enseignement de la langue que pour le développement de l'Arménie et, plus modestement, pour l'aide humanitaire aux réfugiés. Elle est regroupée au sein de **l'Amicale des Arméniens de Montpellier et de sa région** dont voici les coordonnées, à toutes fins utiles : Adresse : 488 Avenue du Père Soulas, RES.EUROPA-Bat. PORTUGAL, 34090 Montpellier. Téléphone : 04.67.54.52.10. Portable : 06 07 28 42 62. Courriel : contact@hay-m.org.

Mais d'autres personnalités d'origine arménienne méritent plus particulièrement d'être citées pour leur action et leur représentativité :

- L'une des figures locales les plus importantes est le **Professeur Gérard DÉDÉYAN**, historien de renom international, cité plus haut dans cet article, professeur émérite de l'université de Montpellier III, membre de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier qui, dès 1986, donc avant la chute de l'URSS, avait mis en place une coopération entre les Universités de Montpellier et l'Université d'Etat d'Arménie. Il est aussi l'un des fondateurs et président d'honneur de l'Amicale arménienne de Montpellier

L'une des premières contributions directes reçues par l'auteur de cet article est celle de M. **Avédis VANESSIAN** à Lyon, puis de son ami et ancien collègue Serge B. à Nîmes. Qu'ils soient ici remerciés pour leurs précieux apports.

- L'auteur de cet article souhaite également évoquer sa rencontre avec **M^e Naïra ZOROYAN**, avocate spécialisée en droit du travail au Barreau de Montpellier, lauréate d'un prix de plaidoirie du même Barreau. Elle lui a donné de nombreux exemples des drames vécus par les réfugiés de l'Artsakh et de leur prise en charge par les autorités arméniennes. Finaliste du Concours International de Plaidoirie du Mémorial de Caen, le 12 mars 2023, son discours portant sur les jeunes soldats arméniens et les civils, victimes de crimes de guerre, avait emporté les votes du jury. Il a été ultérieurement repris par des acteurs français lors d'un spectacle organisé à la salle Gaveau à Paris. (Lien vers cette plaidoirie : <https://www.youtube.com/watch?v=J0dFicmJGvc&authuser=0>).

Fille d'un exilé né au Goulag, **Naira ZOROYAN** est une femme déterminée qui veut croire en l'avenir de l'Arménie. Après y avoir achevé ses études de Droit, elle a soutenu sa thèse de Doctorat à l'Université de Montpellier et a choisi la profession d'avocat. Avec d'autres de ses compatriotes, elle s'efforce de contribuer avec ténacité et générosité à bâtir une Arménie plus forte, plus démocratique, capable de faire face aux nombreux défis actuels. Elle consacre depuis 2017 beaucoup de son temps, avec son réseau relationnel et ses compétences, à aider son pays natal. Vice-Présidente de **l'Institut des Droits de l'homme du Barreau de Montpellier**, elle a œuvré, avec ses confrères, à la mise en place d'une coopération internationale tripartite entre le Barreau de Montpellier, le Barreau d'Arménie et **l'UFAR, l'Université française en Arménie** créée et installée à Erevan depuis 1982.

M^e ZOROYAN a accompagné plusieurs délégations d'avocats montpelliérains en Arménie qui, outre l'organisation de conférences destinées aux futurs avocats et magistrats, mènent aussi des **actions en faveur de la francophonie**, en organisant des concours de plaidoirie et en offrant aux lauréats des stages en France. Grâce à son soutien, conjugué à celui de **Mme Gohar GALUSTIAN**, autre docteur en droit public, enseignante en droit et sciences politiques à l'Université et jeune ambassadrice de la Diaspora, des partenariats entre les lycées montpelliérains et les lycées de la ville de **Hrazdan** ainsi qu'entre la ville de Montpellier et la ville de Hrazdan ont vu le jour.

La rédaction d'articles de presse et ses conférences ont permis à **M^e ZOROYAN** de récolter des fonds et de créer, en novembre 2023, **l'Association « Renaissance Arménie »** qu'elle dirige et qui, entre autres réalisations, rénove et équipe d'ordinateurs modernes les classes informatiques des lycées arméniens, (Contact :<naira.zoroyan@avocat.fr>).

Mme GALUSTIAN, qui est aussi membre de **l'Association française des avocats et juristes Arméniens** et **Vice-Présidente de l'Amicale arménienne de Montpellier et de sa région**, doit aussi être chaleureusement remerciée pour sa relecture de ce texte et ses utiles suggestions de correction.

Et nous, à l'ICEO, que pourrions-nous donc faire ?

000000